



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
25 juin 2002  
Français  
Original: espagnol

**Assemblée générale  
Cinquante-sixième session  
Point 166 de l'ordre du jour  
Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité  
Cinquante-septième année**

**Lettre datée du 25 juin 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir, sous ce pli, le texte de la déclaration du Ministère des relations extérieures de la République de Cuba en date du 23 juin 2002 concernant l'alerte donnée par la République de Cuba face au risque de voir s'évader le terroriste notoire Luis Posada Carriles.

Je vous demande de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 166 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Orlando Requeijo **Gual**



**Annexe à la lettre datée du 25 juin 2002,  
adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente de Cuba  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Note du Ministère des relations extérieures  
de la République de Cuba**

**Alerte donnée par Cuba face au risque de voir s'évader  
le terroriste notoire Luis Posada Carriles**

Le Ministère des relations extérieures a appris que M. Rogelio Cruz, avocat et défenseur du terroriste notoire Luis Posada Carriles, a annoncé il y a quelques jours que son client avait été transféré à une clinique privée de Panama sous prétexte d'une détérioration de son état de santé.

Compte tenu de cette information, le Ministère juge nécessaire de rappeler le déroulement du procès contre Luis Posada Carriles, caractérisé dès le début par des irrégularités, des décisions dues à des motifs politiques et des mesures propres à faciliter la fuite des terroristes, ou l'impunité pour les crimes qu'ils ont commis.

Peu après que les autorités de la République du Panama eurent rejeté la légitime demande d'extradition formulée par les autorités judiciaires cubaines contre les quatre terroristes pour les crimes qu'ils ont commis pendant des décennies contre notre peuple, crimes parfaitement documentés dans quatre dossiers d'extradition de plus de 2 000 pages, un groupe d'organisations de travailleurs, d'étudiants et d'autochtones de la République du Panama a porté plainte contre les terroristes détenus.

Notre peuple se souvient que l'attentat organisé contre la vie du commandant en chef devait être commis dans un amphithéâtre de l'Université de Panama, au cours d'une manifestation de solidarité avec Cuba, et s'il n'avait pas été déjoué par la coopération des services de sécurité cubains et l'intervention rapide des services de sécurité panaméens, il se serait soldé par la mort de centaines de personnes, y compris des travailleurs, des étudiants et des autochtones panaméens participant à cette manifestation.

Ces quatre plaintes ont été, à l'époque, rejetées de manière inexplicable par un tribunal panaméen, et bien que les organisations en question aient fait appel à la Cour suprême du Panama en faisant valoir que leurs plaintes étaient pertinentes dans le cadre du procès intenté contre les quatre terroristes, elles attendent toujours l'arrêt de la Cour. Si ce dernier était favorable, ces plaintes fourniraient aux tribunaux panaméens des éléments supplémentaires pour juger et condamner les accusés.

En plus de cette incertitude, notre peuple a également appris qu'en raison des procédures judiciaires existantes en République du Panama, les quatre terroristes ne seraient pas jugés pour « tentative d'assassinat », une infraction sanctionnée par des peines plus sévères, mais exclusivement pour possession d'explosifs, participation à une association de malfaiteurs, crimes contre la sécurité publique et entrée illégale dans le pays, infractions de moindre gravité.

En outre, des magistrats panaméens ont tenté de se déclarer incompetents pour presider le tribunal appele a juger cette affaire, ce qui a exige une fois de plus l'intervention des tribunaux superieurs du pays.

Alors que ces etranges evenements se deroulaient, on a note une activite inhabituelle de la mafia terroriste de Miami, avec des voyages constants vers le Panama et l'apparition de certains de ses membres dans des emissions de television panameennes, et notamment des entretiens avec des autorites panameennes, toujours en rapport avec l'affaire des quatre terroristes detenus et les tentatives en vue d'obtenir l'impunite pour leurs complices.

Notre gouvernement a pu etabli egalement que des terroristes d'origine cubaine residant sur le territoire des Etats-Unis qui avaient participe avec Luis Posada Carriles et ses complices a l'attentat manque de novembre 2000 contre le camarade Fidel et que les autorites judiciaires de notre pays recherchaient pour d'autres actes terroristes commis contre Cuba figuraient parmi les personnes qui rendaient regulierement visite aux terroristes a Panama.

Parmi ces derniers, il y a le terroriste Santiago Alvarez Fernandez-Magriña, qui a fait l'objet du dossier No 10 de 2001 de l'organe d'instruction du Departement de securite de l'Etat de la Republique de Cuba, dont il ressort que l'interesse a finance et organise une tentative d'infiltration dans notre pays de trois individus appartenant a l'organisation terroriste F-4, installée en Floride, qui ont ete captures a bord d'une embarcation, apres un combat, par les organes de securite de la Republique de Cuba et trouves en possession de fusils automatiques et semi-automatiques et d'autres armes de guerre.

Par consequent, et conformement au droit panameen et a la pratique internationale, le Ministere des relations exterieures a demande le 16 mai dernier, par l'intermediaire de l'ambassade de notre pays a Panama, la detention provisoire en vue de l'extradition de Santiago Alvarez Fernandez-Magriña.

On sait que des individus qui viennent regulierement de Miami pour intervenir en faveur des terroristes detenus s'emploient a organiser des plans d'evasion et a apporter les ressources necessaires a leur execution, dans le cadre d'un complot analogue a celui qui a permis a Luis Posada Carriles de s'echapper d'une prison vénézuélienne.

A tout cela il faut ajouter le fait qu'au cours des dernieres semaines, l'avocat Rogelio Cruz lui-même a fait publier a ses frais dans la presse panameenne, face a la demande d'extradition presentee par la Republique bolivarienne du Venezuela, un article qui cherche a faire valoir que son client ne s'etait pas « evade » d'une prison vénézuélienne, mais en etait seulement « sorti » en marchant, sans que personne ne l'en empêche. De même, il a tente de faire passer Luis Posada Carriles pour innocent du crime de la Barbade, en le presentant comme un enfant de choeur injustement accuse par notre gouvernement. Il semblerait que M. Rogelio Cruz a oublie les declarations que ce terroriste a faites lui-même il y a quelques annees a la presse des Etats-Unis, ou il a non seulement reconnu les crimes qu'il a commis contre Cuba et son peuple, mais s'en est vante.

A ces faits, qui comprennent, entre autres, le rejet injustifie de la demande d'extradition cubaine par les autorites de la Republique du Panama, l'absence de reponse a la demande d'extradition presentee par la Republique bolivarienne du Venezuela, les nombreuses irregularites judiciaires que nous avons constatees dans

le procès, et les visites constantes de membres de la mafia de Miami à Panama, il faut désormais ajouter le transfert du terroriste Luis Posada Carriles à la clinique privée San Fernando, alors qu'il aurait pu être détenu dans le quartier pénitentiaire de l'hôpital Santo Tomás où les autorités panaméennes disposent des mesures de sécurité nécessaires pour déjouer une tentative d'évasion.

Le Ministère des relations extérieures ne peut s'empêcher de juger ce transfert extrêmement étrange, et ceci d'autant plus qu'il a été autorisé par le Président du deuxième tribunal de la République du Panama, M. Joaquín Ortega, celui-là même qui, en leur temps, a rejeté les plaintes déposées contre les quatre terroristes par les organisations de travailleurs, d'étudiants et d'autochtones panaméens.

En d'autres occasions, quand des terroristes ont été transférés vers des établissements hospitaliers sans la supervision nécessaire et sans mesures de sécurité appropriées, notre gouvernement a déclaré que ces transferts représentaient un pas vers une évasion éventuelle, et rappelé aux autorités panaméennes qu'elles avaient la responsabilité d'éviter que ne se soustraient à l'action de la justice des personnages aussi dangereux et sinistres, qui disposent en Amérique centrale et aux États-Unis d'un réseau terroriste qui met à leur disposition des ressources financières et autres.

En la présente occasion, le Ministère des affaires étrangères lance une alerte semblable afin d'empêcher l'évasion éventuelle du terroriste Posada Carriles, et rappelle une nouvelle fois aux autorités panaméennes leurs responsabilités quant à l'adoption de mesures appropriées pour éviter l'aboutissement des complots ourdis et financés par les groupes de terroristes d'origine cubaine qui agissent aujourd'hui avec impunité à partir du territoire des États-Unis, où ils entretiennent de si bonnes relations avec M. Bush que certains d'entre eux, et leurs chefs, ont participé à une manifestation organisée pour ce dernier le 20 mai.

La Havane, le 23 juin 2002